

## **Création dans les P.-O. de l'association Vigilance et Initiatives syndicales antifascistes (VISA)**

Les syndicats des Pyrénées-Orientales CGT, CNT, Confédération paysanne, FSU et Solidaires ont décidé de rejoindre l'association nationale **VISA (Vigilance et Initiatives syndicales antifascistes)** et de créer au niveau de notre département **VISA 66**. Les scores élevés du FN puis du RN dans notre département depuis plus de 30 ans ainsi que la récente élection de Louis Aliot à la mairie de Perpignan montrent combien le discours d'extrême droite s'est installé durablement dans notre société et ne peut que nous alerter sur le danger grandissant qu'il représente, y compris au niveau du pouvoir central. Plus que jamais dans cette période de profondes crises, nous sommes à l'heure de tous les périls.

Derrière l'entreprise de dédramatisation du Rassemblement national (RN), nombre de prises de position et de mesures de Louis Aliot comme celles des autres maires d'extrême droite expriment crûment le caractère dangereux et ultraréactionnaire de leur politique : une obsession sécuritaire, un autoritarisme, un appauvrissement culturel, un mépris des pauvres, une haine des migrant·e·s, une glorification de la France colonialiste et raciste, comme en témoignent dernièrement la dénonciation par Aliot des commémorations de la fin de la Guerre d'Algérie et son négationnisme des crimes de la colonisation.

La politique, l'idéologie et les « valeurs » portées par le RN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par nos organisations syndicales. Nous avons une responsabilité particulière au sein du monde du travail pour y démasquer, dénoncer et combattre ses pseudos solutions. Elles peuvent même se donner un vernis « social » mais elles sont bien ancrées dans la politique néolibérale du capitalisme qui jettent tant d'entre nous dans le chômage et la misère, et elles détournent du nécessaire combat à mener en nous divisant et dressant les un·e·s contre les autres : les précaires, les migrant·e·s, les privé·e·s d'emploi, celles et ceux qui en ont un... Notre devoir est de défendre l'unité de tout le salariat, quels que soient son statut ou son origine, et de défendre, aux côtés des autres forces progressistes, les valeurs de la démocratie, de l'égalité et de la solidarité.

Nous annoncerons dans les prochains jours des initiatives en ce sens.